

# LE COMBAT SYNDICALISTE

**CNT** MENSUEL DE LA  
Confédération Nationale du Travail



JUIN 2021/N°463

2€

## L'ÉTÉ DES COMPAS

**BIENVENUE À LA DÉLÉGATION ZAPATISTE.  
PLACE AUX ÉCHANGES !**

*« Il est temps de nouveau que dansent les cœurs, et que ni leur musique, ni leurs pas ne soient ceux des lamentations et de la résignation » disent les zapatistes qui viennent en Europe « à la recherche non pas de la différence, ni de la supériorité, ni de l'affrontement, et encore moins du pardon et du regret ».*



### SOMMAIRE

#### LUTTE SYNDICALE

- **Hey, patron, paie ta tournée !**  
École spéciale d'architecture : le dirlo condamné au pénal pour discrimination syndicale. P5

#### JURIDIQUE

- **Télétravaux forcés.** J'peux pas, j'ai barbecue. Le droit à la déconnexion, notion fragile. P3

#### ÉDUCATION

- **Salles de prof-fes : le dernier lieu où ça cause.** Une Commune dans chaque bahut... Où ça ? En salle des prof-fes P6&7

#### ICI ET MAINTENANT

- **Autoquestions d'autogestion.**  
Trois conférences sur des révolutions démocratiques, féministes et écologiques P2
- **La sieste payée.** Un bâillement, des yeux qui se ferment ? Une seule solution : un bon fauteuil et la sieste ! P4
- **L'été des compas.** Bienvenue à la délégation zapatiste débarquant en « Slumil K'ajxemk'op », l'Europe rebelle. P9 à 12

#### INTERNATIONAL P 13 à 17

- France/Italie, Amérique.

#### CULTURE P 17 à 23

- **L'Étrange étranger,**  
Écrits d'un anarchiste kabyle.
- **Victor Jara, la voix du peuple,**  
Maxence Emery, Joséphine Onteniente.
- **Pandémopolitique, Réinventer la santé en commun,**  
Jean-Paul Gaudillière, Caroline Yzambert, Pierre-André Juven.
- **En toute conscience,**  
Livio Bernardo, Olivier Peyon.



# Autoquestions d'autogestion

Trois conférences sur des révolutions démocratiques, féministes et écologiques.

« **I**ls ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait » (Mark Twain). Organisé à Nîmes en avril et mai 2021\*, un cycle de trois conférences a évoqué les auto-organisations politiques, économiques, sociales, qui bâtissent un autre futur et nous inspirent. Pour redonner sens à nos luttes en cette période de morosité sociale, pour donner avec nos moyens une visibilité aux personnes qui partagent les mêmes préoccupations et des luttes similaires, à celles et ceux d'en bas, qui se rebellent et résistent dans les nombreux recoins du monde, pour la vie.

Retrouvez ces conférences en visio, en ligne, avec des ressources, sur ce blog : <http://ezln30.revolublog.com/>

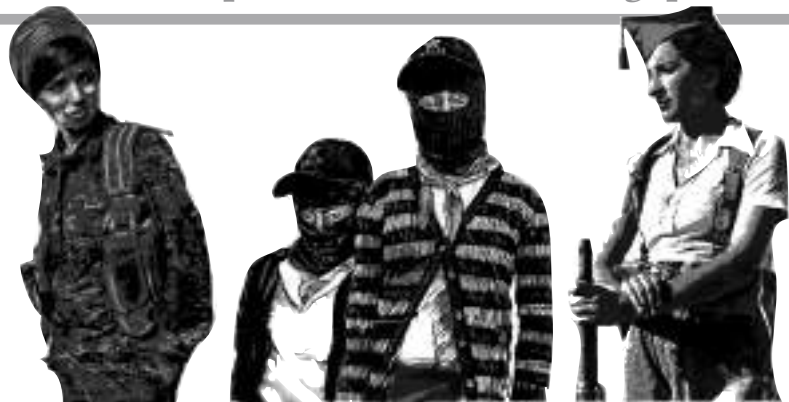
## ■ Rojava : une confédération démocratique, multiculturelle

« *Le Rojava n'est pas seulement une épopée militaire des Kurdes de Syrie contre l'État islamique, un havre d'émancipation pour les femmes, un imbroglio diplomatique digne de l'histoire moyen-orientale, un destin que l'on craint tragique, c'est aussi et d'abord une expérience politique et sociale inédite et fascinante.* » Corinne Morel-Darleux (femme politique écosocialiste et féministe) et Lola (internationaliste du Rojava), co-auteurs de *Nous vous écrivons depuis la révolution* ont livré leur témoignage de leur présence au Rojava et leur analyse sur cette expérience humaine impressionnante : la Commune du Nord-Syrien.

<http://ezln30.revolublog.com/rojava-p2943764>

## ■ Chiapas : Une montagne en haute mer.

Après avoir accueilli sur leur territoire diverses « rencontres intergalac-



tiques » où convergèrent des milliers d'activistes du monde entier, les zapatistes et le Congrès national indigène traversent cet été l'Atlantique [lire aussi pages 8 à 11]. Que mettent-ils en place concrètement, patiemment, quels univers des possibles ouvrent-ils, avec quels enjeux ? Comment participer à leur accueil, aller à leur rencontre ?

Enseignante franco-mexicaine et activiste libertaire engagée en soutien au mouvement zapatiste, Rocio et Géronimo ont proposé une introduction à la rébellion zapatiste et aux chemins des luttes « en bas à gauche » qui nous unissent.

<http://ezln30.revolublog.com/chiapas-p2943766>

## ■ L'autogestion, une utopie concrète

Écologie, féminisme ou justice sociale, les luttes ne s'éteignent pas et les expériences d'organisation fleurissent dans de nombreux collectifs. Passée et présente, l'autogestion affirme notre aptitude à nous organiser sans dirigeant-es.

Cofondateur de l'association Auto-gestion, auteur de *Au-delà de la propriété, pour une économie des communs* (La Découverte, 2019), Benoît Borrits a participé à la rédaction d'*Autogestion, l'Encyclopédie internationale*. Il a mis en perspective le renouveau et

l'actualité des expériences d'auto organisation.

<http://ezln30.revolublog.com/l-autogestion-p2943770>

L'abolition de l'État et de la propriété lucrative est une nécessité si nous voulons une société « égalitaire », basé sur « les coopératives de producteurs » pour citer Marx.

En ces temps maudits d'incertitudes, de résignations, la réappropriation révolutionnaire et émancipatrice des moyens de production doit redevenir réalité, ici et maintenant.

CNT 30

\* à l'initiative d'Attac 30, la FA 30-84, la CNT 30, la Coopérative des livres et des idées 30, le réseau Café zapatiste Mut Vitz 30-84 et Solidaires 30.

### Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello

N° de CPPAP : 0623 S 0651

### Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org

CS c/o CNT Stics 13

c/o 1 000 Bâbords

61, rue Consolat 13001 Marseille

### Administration

cs-administration@cnt-f.org

C/O CNT 18 Avenue de Sierre

07200 Aubenas

### Abonnements

cs-administration@cnt-f.org

C/O CNT 18 Avenue de Sierre

07200 Aubenas

Impression sur papier certifié

PEFC

### Imprimerie de L'Étoile

Za Sainte Anne 61190 Tourouvre

Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué.es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou-tes !

# Télétravaux forcés

J'peux pas, j'ai barbecue. Le droit à la déconnexion, notion fragile.

**L**es petits gourous du management, les expert-es RH y vont de leurs prédictions. Là où l'aspect manuel est partiellement ou complètement absent, le travail va devenir hybride : présentiel et distanciel, selon le nouveau jargon. Donc des communautés de travail réduites à des mosaïques d'écrans et des avalanches de demandes par messageries, intranets, applis. Et éventuellement un ton sec qui transforme les demandes en injonctions plus raides qu'avant.

Selon ces spécialistes du futur de tout de suite, les nouveaux ptits chefs vont user de méthodes participatives et directives. « *Le leadership du manager flexible* », en novlangue libérale. Les salarié-es se voient privé-es des espaces où contrer ces chefferies connectées, il faudra retrouver des lieux, des moments pour la parole syndicale et des échanges hors de l'emprise verticale, découvrir de nouveaux interstices dans l'entreprise. Si c'est dans l'univers numérique, ça ne fait pas rêver mais s'il n'y a pas d'autre choix...

## ■ Se déconnecter : sans dec' ?

Déjà défensivement, il faut pouvoir exercer son droit à la déconnexion (art L. 2242-17 du code du travail en vigueur depuis janvier 2017), qui permet, hors de son temps de travail, d'être débranché-e de tout contact via un outil numérique, smartphone, ordi, tablette, messagerie, logiciels, etc. Le hic, c'est que ça ne pas de soi. Le code du travail ne suffit pas. Il faut une boîte où existe une ou plusieurs sections syndicales d'organisations représentatives, et un accord employeur-salarié-es dans le cadre de la négociation sur la qualité de vie au travail et sur la mise en place de régulations des outils numériques. Négocie une fois l'an dans les



entreprises de plus de 50 salarié-es, ou au moins une fois tous les quatre ans si un accord collectif portant sur la périodicité des négociations obligatoires a été conclu. Certains accords ont fait de ce droit un « *devoir de déconnexion* » des salarié-es. Reste à savoir la réalité, comment s'exerce ce droit ou ce « *devoir* ».

S'il n'y a pas d'accord, dans les boîtes de plus de 11 salarié-es, et après avis du CSE, l'employeur élabore une « *charte* » qui établit des modalités du droit à la déconnexion, prévoit pour les salarié-es, les cadres et la direction, des actions de formation et de sensibilisation à un « *usage raisonnable des outils numériques* ». Ouais... Ça se limite donc à des « *bonnes pratiques* » non contraignantes, par exemple des consignes pour ne pas répondre aux mails ou à des appels sur son téléphone portable ; des mises en veille des ser-

veurs informatiques en dehors des heures de travail ; l'activation des messageries d'absence et de réorientation ; la détermination d'horaires fixes pour les salarié-es en télétravail ; et une signature automatique indiquant le caractère non impératif d'une réponse immédiate.

Le surtravail a de beaux jours devant lui : ce n'est qu'une charte, sans le moindre risque pour la boîte si ce n'est pas respecté. Seules sanctions possibles en cas d'absence de négociation sur la qualité de vie au travail (jusqu'à un an de prison et 3 750 € d'amende, art. L. 2242-8 du code du travail) ou le non respect de la durée du repos des salarié-es (750 € d'amende, art. L. 3131-1 du code du travail). ●

La rédac du CS

source : [www.inrs.fr/publications/juridique/focus-juridiques/focus-droit-deconnexion.html](http://www.inrs.fr/publications/juridique/focus-juridiques/focus-droit-deconnexion.html)

# La sieste payée

Un bâillement, des yeux qui se ferment ? Une seule solution : un bon fauteuil et la sieste !

**L**a sieste au boulot. Seulement voilà, au boulot, c'est pas si évident que ça. Et il y a de sacrées inégalités. Il y en a comme moi dans la marine marchande qui ont la chance de pouvoir se taper la sieste payée par le patron, une heure par jour dans la bannette. Et puis il y a tous les autres qui prennent sur leur temps de pause ou de transport pour siester. Il y en a même qui se font virer pour avoir dormi au boulot (pour faute grave)... Pour moi qui viens d'un travail de marin où la sieste est sacrée, je ne trouve pas ça très juste, et du coup j'avais envie de vous écrire à ce sujet, car la sieste, c'est quand même vachement important ! Et elle devrait être payée partout et pour toutes et tous.

## ■ Tout à gagner

Oui, je sais, c'est vu comme un truc de gros feignant, la sieste, et Gaston Lagaffe fait référence en la matière. N'empêche, il a raison, car il y a plein d'arguments en faveur de la sieste, que même votre patron peut trouver bonnes, pour lui et pour son business.

Commençons par remettre les choses à leur place : la sieste, c'est bon. C'est bon pour ton corps, c'est bon pour ton esprit, c'est bon pour tes émotions. Meilleure tension artérielle, meilleur sommeil la nuit, augmentation de la vigilance, de la mémoire, de la concentration, et à l'inverse diminution du stress, des burn-out, des accidents de travail... Bref, que du bon pour nous !



Ton patron aussi peut y trouver un intérêt, même si tu n'es pas un cadre créatif, moins d'accidents ou d'arrêts de travail : c'est un argument en notre faveur.

Comme d'hab', faudra défendre notre steak, même si l'on est des vegan de la sieste, mais pour une fois que l'on peut faire du « win-win » avec nos patrons, faudrait pas hésiter à leur faire payer...

## ■ Danger fatigue

Ton patron veut des chiffres : une étude menée par l'université d'Harvard estime à 63 milliards de dollars la perte de productivité due au manque de sommeil et à la fatigue aux États-Unis.

D'autres chiffres : une sieste de 15 à 20 minutes suffit en général. Perso, c'est plus souvent celle-ci que je fais avant de bosser la nuit, ou après le déjeuner par exemple, et ça remplace un café. En passant, la sieste est largement plus bénéfique pour moi et moins destructrice pour le monde qu'un café. Ton patron en veut encore d'autres : qu'il compte les moutons, ça nous fera une pause !

Ensuite, tout est négociable et rien n'est légalement obligatoire : quelle

durée ? 15 min, 1 h, 3 h... À quelle heure ? Dès que besoin, après le repas, après l'apéro, avant un truc difficile... Où la faire ? Dans un local dédié, en open space, au parc, au bord ou sur l'eau... Dans quoi ? Lit, canapé, fauteuil (massant, chauffant), tatamis, barque sur l'eau, tapis flottant, hamac... Avec quels accessoires ? Masque pour les yeux, boules Quies, musique, maillot de bain (un peu de vitamine D au passage)... Ça changera des discussions syndicales sur les frites à la cantine !

Ce sujet peut prêter à rire, mais ce n'est pas pour rien que la sieste est payée dans mon métier et que l'on a encore la retraite à 55 ans. C'est parce qu'il y a encore trop de collègues qui cannent à cet âge-là, à cause, entre autres, d'un mauvais sommeil pendant des décennies, dû aux horaires décalés et autres contraintes qui nous tapent sur le système. La sieste payée est une bien maigre consolation pour des années de vie perdues...●

T, Etpreci 75

Pour aller plus loin : De si violentes fatigues : Les devenirs politiques de l'épuisement quotidien, de Romain Huët, éditions PUF, 462 p., 22€.

**CNT**  
CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Bureau confédéral  
6, rue d'Arnal  
30900 Nîmes

www.cnt-f.org - Mèl : cnt@cnt-f.org  
COMBAT SYNDICALISTE  
c/o CNT Stics 13 c/o 1 000 Bâbords  
61, rue Consolat 13001 Marseille  
Administration  
cs-administration@cnt-f.org

# Hey, patron, paie ta tournée !

École spéciale d'architecture : le dirlo condamné au pénal pour discrimination syndicale.

**F**ait assez exceptionnel dans une lutte syndicale, un patron, en 2021, est jugé coupable au pénal de discrimination syndicale, et condamné pour avoir procédé aux licenciements prétendument économiques des salarié-es de deux sections syndicales différentes. Il y a six ans, en avril 2015, le directeur de l'École spéciale d'architecture prétexte des pseudos difficultés économiques pour justifier son projet de licencier neuf salarié-es, dont huit sont syndiqué-es (quatre à la CNT et quatre à la CGT), qui se battaient depuis des années pour des conditions de travail saines, les droits des salarié-es, et contre les méthodes discriminatoires d'une direction autoritaire. La solution du directeur pour obtenir la paix sociale ? Licencier tous les syndicalistes !

L'intervention de l'Inspection du



direction à l'encontre des syndicalistes, avait permis d'empêcher le licenciement de celles et ceux qui bénéficiaient d'une protection légale, de par leur mandat syndical ou leur candidature aux élections professionnelles imminentes. Elle avait refusé d'autoriser ces licenciements en invoquant la discrimination syndicale.

## ■ Le PV qui traîne le dirlo devant les tribunaux

Mais surtout, l'Inspection du travail avait rédigé un procès verbal qui conduit, cinq ans plus tard, le directeur de l'ESA en correctionnelle ! Plusieurs actions prud'homales sont venues confirmer la discrimination syndicale et ont permis aux victimes d'être indemnisées, et pour certain-es de se voir réintégrer. Mais l'ESA continue de refuser de leur fournir du travail et préfère les tenir à l'écart de l'école. Le Minis-

tère du Travail lui-même, statuant d'abord sur le motif économique non probant, a constaté le caractère discriminatoire du projet de la direction de licencier un salarié syndiqué à la CNT et mis en dispense d'activité depuis plus de six ans !

Et la sentence pénale est tombée le 31 mars 2021 : le directeur général de l'école, François Bouvard, ne peut plus se cacher derrière l'association « ESA », il est personnellement condamné pour discrimination syndicale !

## ■ La ténacité face à l'acharnement : ça a payé !

Au-delà de toutes ces procédures administratives et surtout judiciaires, c'est la lutte syndicale, celle des travailleuses et des travailleurs, même au chômage, qui porte ses fruits !

Nous n'avons rien lâché, malgré l'acharnement d'une direction autoritaire qui n'a vu d'autre issue à nos luttes que de nous mettre dehors et nous priver d'emploi, malgré la lourdeur et le temps des procédures, nous avons amené un patron sur le banc des prévenus et nous avons obtenu que la justice de classe le condamne. Nous ne doutons pas que le directeur de l'ESA usera et abusera de tous les recours possibles, mais cette condamnation restera une étape majeure dans l'histoire de notre lutte.

Er comme seule la lutte paie, le combat continue, forcément ! ●

La section syndicale CNT-ESA du STE 75



travail, déjà alertée depuis plusieurs années sur les agissements de la

leur fournir du travail et préfère les tenir à l'écart de l'école. Le Minis-

# Salles de prof-fes : le dernier lieu où ça cause

Une Commune dans chaque bahut... Où ça ? En salle des prof-fes.



Quand les média parlent des enseignant-es, ça commence par « *Machin-e, prof de truc-muche au collège Bidule à Mufflins-sur-Gougnon* », déroulant ses petits tracas et des citations pour un portrait, tendre et modeste, de dévouement face à une tâche titanesque : éduquer « *à l'heure de...* » (remplacez les points par un truc dégueu, « *le terrorisme* », « *l'état d'urgence* », « *la peste porcine* », « *la numérisation* », « *le capitalis...* », ou non, plutôt « *l'islamo-gauchisme triomphant* »).

C'est objectivement constatable : le métier d'enseignant-e peut parfaitement se pratiquer dans la plus grande solitude, particulièrement en collège et lycée.

Camarade lecteur-ice, imagine, tu peux préparer tes cours chez toi, venir les servir aux élèves, noter leurs copies, appeler la vie scolaire pour qu'elle gère l'élève pénible et ainsi t'en débarrasser, déjeuner seule dans une salle, venir voir ton casier au cas où t'aies un message, rentrer chez toi sans causer à personne. C'est possible. Trois fois par an, il faut rentrer tes notes et appréciations dans

un logiciel, participer à des conseils de classe, rencontrer les parents. Dire qu'un-e élève fait bien, ou ne « *travaille pas assez* », se prononcer sur son avenir, son orientation. La rentrée, c'est la grand-messe obligatoire, et encore, ça se sèche, mais tout le reste, tu peux tranquillement ne pas venir. Ah, faut aussi se fader un peu ses collègues pour émettre tes choix de classe, la répartition des heures de ta discipline. C'est là que ça peut coïncider entre tes souhaits et les autres. Mais heureusement y a les chef-fes pour arbitrer si vraiment ça passe pas avec tes collègues qui comprennent pas que ton projet à toi, il est mieux que le leur « *pour la réussite des élèves* ».

Typiquement, les prof-fes lambda interrogé-es dans les média dominants, c'est ça qu'iels font, souffrant de pas avoir assez de moyens pour faire leurs petits trucs.

Pour monter en généralité, et montrer que le cas évoqué ne concerne pas qu'un cas isolé, la/le journaliste rajoute quelques citations tirées d'un entretien avec un-e secrétaire d'un syndicat « *représentatif* » (selon les élections pro). Parole experte, pour

confirmer qu'on manque de moyens et que c'est un métier difficile. Une petite phrase sur les merveilleuses promesses du numérique ou des neurosciences, et pop, voilà l'article sur le « *monde enseignant* ».

D'ailleurs, c'est cette figure de travailleur-se solitaire qui est le plus souvent décrite. Parfois, une mobilisation commune est évoquée car pas de moyens et pas de

sécurité. Mais là, on en arrive rapidement au marronnier : ce que veulent les enseignant-es, c'est une « *revalorisation salariale* » et « *plus de respect* ». Et maintenant la météo.

## ■ Le corps enseignant, un mythe obsolète

Dans le *Monde Diplo* de mai, Anne Jourdain et Alain Popelard explorent le délitement du corps enseignant, déchiré dans son rapport au numérique, qui se dissout lentement dans l'apathie et va, résigné, vers le même abattoir que celui où furent envoyé-es les travailleur-ses de la Poste, des télécoms et du rail : la liquidation du service public par un gouvernement libéral soucieux d'en confier la gestion à des opérateurs privés. C'est abondamment documenté, synthétisant des études sociologiques sur les trajectoires des prof-fes qui, de plus en plus, concevraient le métier comme une carrière perso. Et c'est froid. Comme la machine étatique.

Dans l'Éducation nationale, le collectif enseignant est progressivement dilué pour muter doucement vers un nouvel ordre, dit plus « *effi-*



Cette salle permet la construction des collectifs de travailleur·ses, qui parviennent à se politiser ensemble. Bien sûr, c'est aussi un lieu de confrontation de points de vue, et de lutte acharnée pour l'organisation de la parole : systématisons les tours de parole. Parfois les collègues de droite peuvent se sentir d'en placer une sur la nécessaire « exemplarité » ou le « fonctionnaire

*cace* », « adapté », et forcément « résilient ». Deux moyens : d'un côté, le recours de plus en plus régulier aux enseignant·es contractuel·les, de droit privé, contraint·es à pas trop de vagues pour conserver leur poste, dans un contexte de mise en concurrence progressive des établissements scolaires (et de leurs prooojets) et de la montée en responsabilité des chef·fes d'établissements devenant recruteur·es de prof·fes sur dossier.

De l'autre, l'individualisation des carrières via des missions particulières multipliées, détachements possibles, primes qui vont avec et heures sup' en veux-tu en v'là (autant de postes en moins).

L'étau du projet libéral pour l'école, car maintenant il y en a un, se resserre donc et a écrabouillé le syndicalisme de cogestion. Les cotisant·es ne suivent plus les appels aux « journées de mobilisation », qui rassemblent même de moins en moins les militant·es, et avec de moins en moins de joie. Tant pis.

### ■ La salle commune en commun

La colère continue de gronder, en sourdine. Les travailleur·ses de

l'éducation sont massivement critiques à l'endroit de leurs patrons et des syndicats, jugés coresponsables des défaites qui s'accumulent.

Où ? Pas dans les médias, pas dans les communiqués. Plutôt dans les salles de prof·fes, l'endroit des dernières braises de la lutte. Alors soufflons dessus !

Imagine camarade un lieu où tou·tes les travailleur·ses d'un site, à intervalles réguliers et souvent communs, peuvent tou·tes se retrouver, discuter, partager de la bouffe, des outils. Un lieu qui leur ressemble, qu'iels entretiennent en partie, décorent, investissent. Un lieu de repli aussi, où on peut rédiger et tirer quelques tracts, lire une presse militante à disposition et causer librement, même pendant un mouvement de grève.

En salle des prof·fes, les chef·fes sont malvenu·es. Une heure par mois, on peut y banaliser en détente le temps de travail, pour se causer entre collègues, et pas que les prof·fes : les agents d'entretien, les personnels de vie scolaire et d'accompagnement des élèves en situation de handicap, bref, tou·tes les travailleur·ses de l'établissement.

*qui doit fonctionner* ». Tout n'y est pas sympa, car les embrouilles perso se superposent aux discours politiques, forçant l'aveuglement. Sans parler des « apolitiques », en nombre grandissant, dont l'obsession pour l'actualisation d'une page rézosocio® sur leur ordiphone génère nécessairement un repli sur soi.

Mais on construit du collectif en salle des prof·fes, et ça passe d'ailleurs par bien d'autres choses : faire marcher l'autogestion de l'approvisionnement en kawa, se préoccuper des conditions de travail de tou·tes, révéler le politique derrière le discours « technique », combattre les paroles et actes fachos du quotidien. Tout un tas de petites actions qui font apparaître aux collègues la vigueur d'un rapport au monde, où le syndicat n'est pas qu'un rempart juridique abstrait, mais une façon de vivre le collectif.

La salle des prof·fes, à l'heure de la victoire politique des libéraux, c'est un peu notre dernière Commune dans l'enseignement. Son entretien et sa défense comme espace libre devraient être une priorité, jusqu'au prochain débordement. ●

CONGRESO NACIONAL INDIGENA

# GRAN OM



QUE RETIEMBLE EN SUS  
CENTROS LA TIERRA

GRAN OM & EL DANTE

"Que la terre tremble jusque dans ses entrailles", slogan du Congrès national indigène, du Mexique, représenté cet été au sein de la tournée zapatiste.





# L'été des compas

Bienvenue à la délégation zapatiste débarquant en « Slumil K'ajxemk'op », l'Europe rebelle.

**L**es zapatistes envahissent le monde cet été. Comme annoncé en octobre 2020, plusieurs délégations des communautés du Chiapas ont pris la mer ou la direction des cinq continents pour porter leur message et défendre la vie.

Sept membres de l'EZLN (Ejército zapatista de liberación nacional) ont embarqué au départ de l'Île aux femmes, à l'est du Mexique, le 2 mai dernier pour une traversée transatlantique en direction de l'Espagne. Ces membres de « l'escadron 421 », appelé comme ça parce qu'il est composée de quatre femmes, de deux hommes et d'une personne transgenre (« *unoa otroa* », dans le lexique zapatiste), sont les premier-es représentant-es des communautés zapatistes de la région du Chiapas, et d'une grande caravane de militant-es qui viennent cet été à la rencontre des compas (surnom donné aux zapatistes) d'Europe tout d'abord et du monde ensuite. L'EZLN a confirmé que se préparait une ample délégation composée de plus d'une centaine de ses membres, aux trois quarts des femmes, et qu'elle serait en outre accompagnée par des membres du Congrès National Indien-Conseil Indien de Gouvernement, qui regroupe des luttes indiennes de tout le Mexique, ainsi que par une délégation du Front des villages en défense de l'eau et de la terre de Morelos, Puebla et Tlaxcala, s'opposant à la mise en service d'une double centrale thermo-électrique qui menace de détourner les ressources en eau indispensables aux paysan-nés de la région du Chiapas.



L'EZLN a organisé en lien avec ses compagnons du monde entier, un voyage pour diffuser l'expérience menée depuis 1994 par la rébellion zapatiste et les communautés du Chiapas, ainsi que de pour donner, à travers les échanges avec des militant-es du globe, un nouveau souffle aux luttes anticapitalistes, anticolonialistes, pour la reconnaissance des peuples, pour l'écologie, antifascistes, antiracistes, antisexistes et pour la vie.

## ■ Conquête ou colonisation inversée

Les camarades zapatistes ont présenté leur venue comme une colonisation ou une conquête inversée qui répond à celle menée au XVe siècle par les conquistadors espagnols.

Iels ont ainsi prévu de débarquer dans la ville de Vigo au nord de l'Espagne, et de célébrer un rituel de colonisation de l'Europe. Au débarquement en Espagne, Marijose, camarade transgenre de l'EZLN, baptisera le continent européen : « *Slumil K'ajxemk'op* » qui signifie « *terre rebelle* » ou « *terre qui ne faillit pas* » dans une des langues du Chiapas.

Leur accueil est incertain en ce temps de pandémie de covid 19, mais l'élan de sympathie en leur direction et leurs très nombreux soutiens internationaux inciteront peut-être les autorités à les laisser passer. Iels se sont elleux-mêmes, avec leur humour, déclaré-es volontairement déjà placé-es en quarantaine avant de partir, pour ne pas trop contaminer l'Europe avec leur rébellion.

L'un des temps forts de la venue des camarades du Chiapas va se dérouler à Madrid, le 13 août. Les camarades ont décidé d'organiser une contre célébration des 500 ans de la conquête de Tenochtitlan, la capitale de l'empire aztèque, par l'armée d'Hernán Cortés. Les zapatistes ont tenu à préciser « *qu'il ne s'agira pas de demander pardon, en adoptant une*



attitude uniquement de victime face au colonisateur, mais d'affirmer que les peuples autochtones n'ont pas été conquis, et qu'ils restent en résistance et en rébellion ».

Les camarades ont ainsi annoncé pour cet été des centaines d'activités, de rencontres et d'échanges dans toute l'Europe, puisque les zapatistes ont annoncé avoir reçu et accepté des invitations émanant de très nombreuses « géographies » (terme qu'ils utilisent) : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Catalogne, Sardaigne, Chypre, Croatie, Danemark, Slovénie, l'État espagnol, Finlande, France, Grèce, Pays-Bas, Hongrie, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays basque, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Roumanie, Russie, Serbie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine...

Pour ce qui est de la France, des rencontres ont été annoncées en lien avec la CNT ainsi qu'avec les ZAD, notamment à ND des Landes. ●

Secrétariat international

Pour plus de renseignements dans vos régions, contacts des coordinations régionales :

- Val de Loire : zapatista-centrevaldeloire@siberry.fr
- Nord : zalig@herbesfolles.org
- Nord-est : zapat-est@riseup.net
- Nord-ouest : coordnordouest@lists.riseup.net
- Île-de-France : comcomzap-idf@riseup.net
- Auvergne-Rhône-Alpes : zap21\_auv\_rhon\_alp@lists.riseup.net
- Paca : pacaz@riseup.net
- Sud-Ouest : contact-coordSudOuest@riseup.net
- Belgique francophone : razb@collectifs.net
- Coordination francophone : zap\_2021\_fr\_contact@lists.riseup.net



## Frères, sœurs, frøeurs, compañer@s...

Allez hop, un café zapatiste, et l'addition de ce qui nous unit :

Extraits du premier texte de présentation de cette tournée européenne :

« **F**aire nôtres les douleurs de la terre : la violence contre les femmes, la persécution et le mépris contre les différentEs dans leur identité affective, émotionnelle, sexuelle ; l'anéantissement de l'enfance ; le génocide contre les peuples originaires ; le racisme ; le militarisme ; l'exploitation ; la spoliation ; la destruction de la nature. Le responsable de ces douleurs est un système. Le bourreau est un système exploiteur, patriarcal, pyramidal, raciste, voleur et criminel : le capitalisme... »

Comprendre que le responsable de ces douleurs est un système. Le bourreau est un système exploiteur, patriarcal, pyramidal, raciste, voleur et criminel : le capitalisme.

Savoir qu'il n'est pas possible de réformer ce système, ni de l'éduquer, de l'atténuer, d'en limer les aspérités, de le domestiquer, de l'humaniser.

### ■ Jusqu'à détruire complètement ce système

S'être engagé à lutter, partout et à toute heure – chacun-e là où on se trouve – contre ce système jusqu'à le détruire complètement. La survie de l'humanité dépend de la destruction du capitalisme. Nous ne nous rendons pas, nous ne nous vendons pas, nous ne titubons pas.

Avoir la certitude que la lutte pour l'humanité est mondiale. De même que la destruction en cours ne reconnaît pas de frontières, de nationalités, de drapeaux, de langues, de cultures, de races, la lutte pour

l'humanité est en tous lieux, tout le temps.

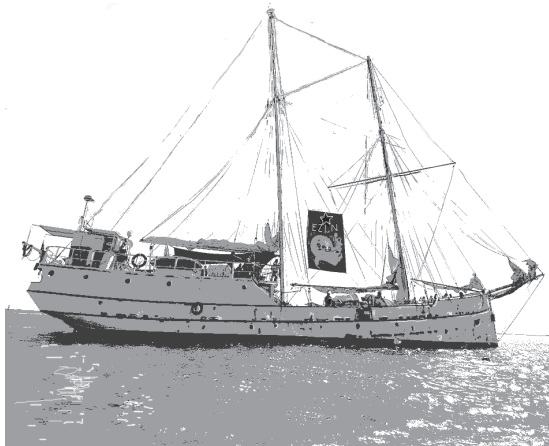
Avoir la conviction que nombreux sont les mondes qui vivent et qui luttent dans le monde. Et que toute prétention à l'homogénéité et à l'hégémonie attente à l'essence de l'être humain : la liberté. L'égalité de l'humanité se trouve dans le respect de la différence. C'est dans sa diversité que se trouve sa ressemblance.

Comprendre que ce n'est pas la prétention d'imposer notre regard, nos pas, nos compagnies, nos chemins et nos destins qui nous permettra d'avancer, mais la capacité à écouter et à regarder l'autre qui, distinct et différent, partage la même vocation de liberté et de justice. »

### ■ Rencontrer tous les en-bas qui résistent

D'où l'enjeu de la tournée, non pas une tournée d'information zapatiste descendante (c'est pas leur genre), mais des rencontres, échanges d'idées, d'expériences, d'analyses entre « tous les en-bas qui se rebellent et résistent dans les nombreux recoins du monde » et « entre personnes engagées dans la lutte pour la vie, à partir de différentes conceptions et sur différents terrains » puisque « connaître ce qui est différent, c'est aussi une partie de notre lutte et de notre effort, de notre humanité ». Le projet est qu'à terme, après l'Europe, ces rencontres aient lieu sur les cinq continents. ●

Textes de présentation, en six chapitres, de ce voyage en Europe et communiqués des zapatistes au fur et à mesure de l'avancée du projet : <https://zapatista2021.lebib.org/doku.php> et ici : <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/>



La Montaña, le bateau compas

# Cette « civilisation » pue la mort

Féminicides : une exception autochtone ?

« **L'** aberration du système et sa stupide défense du « progrès » et de la « modernité » se heurtant à une réalité criminelle: les féminicides. L'assassinat de femmes n'a ni couleur ni nationalité, il est mondial. S'il est absurde et insensé que quelqu'un soit poursuivi, enlevé, assassiné en raison de la couleur de sa peau, de sa race, de sa culture, de ses croyances, on ne peut pas croire que le fait d'être une femme équivaille à une sentence de marginalisation et de mort.

Dans cette escalade prévisible (harcèlement, violence physique, mutilations et meurtres), et avec l'aval d'une impunité structurelle (« Elle le méritait », « Elle avait des tatouages », « Que faisait-elle dans ce endroit-là à ce moment-là ? », « Dans cette tenue,

il fallait s'y attendre...»), les meurtres de femmes n'ont pas d'autre logique criminelle que celle du système. De différentes couches sociales, de différentes races, d'âges allant de la petite enfance à la vieillesse, et dans de s géographies très éloignées les unes des autres, la seule constante est le genre. Et le système est incapable d'expliquer pourquoi cela va de pair avec son « développement » et son « progrès ». Dans la révoltante statistique des décès, plus une société est « développée », plus le nombre de victimes est élevé dans cette authentique guerre de genres.

Et la « civilisation » semble nous dire, à nous les peuples autochtones : « La preuve de votre sous-développement réside dans votre faible taux de féminicide. Ayez vos mé-



gaprojets, vos trains, vos centrales thermoélectriques, vos mines, vos barrages, vos centres commerciaux, vos magasins d'électroménager – avec une chaîne de télévision incluse – et apprenez à consommer. Soyez comme nous. Pour payer la dette de cette aide progressiste, vos terres, vos eaux, vos cultures, vos dignités ne suffisent pas. Il faut y ajouter la vie des femmes. » ●

Comité clandestin révolutionnaire indigène-Commandement général de l'Armée zapatiste de libération nationale. Mexique, 5 oct 2020.

# La mort semée, cultivée, récoltée

Le capitalisme capitalise sur la guerre

« **N**ous voyons et écoutons les puissants battre en retraite et se cacher derrière les soi-disant États-nations et leurs murs. Et, dans cet impossible bond en arrière, ils ravivent des nationalismes fascistes, des chauvinismes ridicules et des discours assourdissants. Face à cela, nous attirons l'attention sur les possibles guerres à venir : celles qui se nourrissent d'histoires fausses, creuses et mensongères, et qui convertissent nationalités et races en suprématies imposées par le biais de la mort et de la destruction. Dans les différents pays, le conflit se joue entre les contremaîtres et ceux qui aspirent à leur succéder, masquant le fait que le patron, le maître, le petit chef reste le même, et qu'il n'a pas d'autre nationalité que celle de l'argent. Pendant ce temps, les orga-

nismes internationaux dépérissent et se réduisent à de simples sigles, tels des pièces de musée, ou moins que ça.

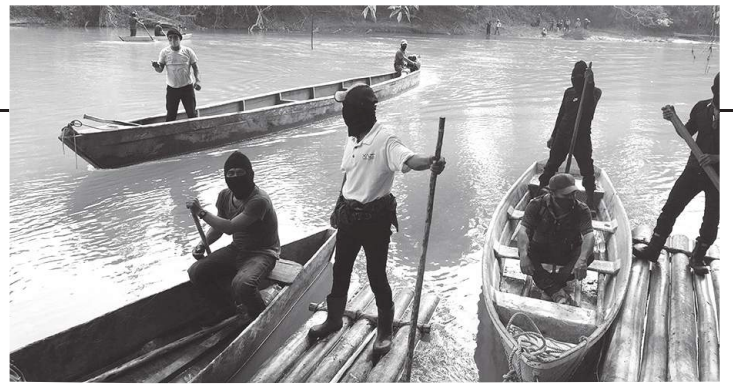
Au milieu de l'obscurité et de la confusion qui précèdent ces guerres, nous écoutons et observons comment toute lueur de créativité, d'intelligence et de rationalité est attaquée, assiégée et persécutée. Face à la pensée critique, les puissants requièrent, exigent et imposent leurs fanatismes. La mort qu'ils plantent, cultivent et récoltent n'est pas seulement la mort physique ; elle comprend également l'extinction de l'universalité propre à l'humanité – l'intelligence -, ses avancées et ses réalisations. De nouveaux courants ésotériques renaissent ou sont créés, laïques ou non, déguisés en modes intellectuelles ou en pseudo-sciences ; et on prétend inféoder



les arts et les sciences à des militantismes politiques. » ●

Extrait du Communiqué du Comité clandestin révolutionnaire indigène-Commandement général de l'EZLN, 5 oct 2020.





## La vie subversive

Les solutions à surgir des soubassements du monde.

« **N**ous écoutons et observons également les résistances et les rébellions qui, bien qu'elles soient tuées et oubliées, n'en demeurent pas moins essentielles, traçant des pistes pour une humanité qui se refuse à suivre le système dans sa marche forcée vers l'effondrement : le train mortel du progrès qui avance, orgueilleux et impeccable en direction du précipice, tandis que le machiniste oublie qu'il n'est qu'un employé de plus et croit naïvement que c'est lui qui décide du chemin, alors qu'il ne fait que suivre, enfermé, les rails qui le mènent à l'abysse.

Des résistances et des rébellions qui, sans oublier les pleurs pour les personnes disparues, s'acharnent à

lutter pour – qui le dirait –, la chose la plus subversive qu'il y ait en ces mondes divisés entre néolibéraux et néoconservateurs : la vie.

Des résistances et des rébellions qui comprennent, chacune à leur manière, à leur rythme et selon leur géographie, que les solutions ne reposent pas sur la foi dans les gouvernements nationaux, et que ce n'est pas protégées par des frontières ni vêtues de drapeaux et de langues différentes qu'elles se conçoivent.

Des résistances et des rébellions qui nous apprennent à nous, tous et toutes, zapatistes, que les solutions pourraient se trouver en bas, dans les soubassements et les recoins du monde. Pas dans les palais gouvernementaux. Pas dans les bureaux des

grandes entreprises.

Des résistances et des rébellions qui nous montrent que, si ceux d'en haut coupent les ponts et ferment les frontières, nous pouvons toujours naviguer le long des rivières et des mers pour nous rencontrer. Que la guérison, si elle existe, est mondiale ; qu'elle porte la couleur de la terre, du travail qui vit et qui meurt dans les rues et les quartiers, dans les mers et dans le ciel, dans les montagnes et dans leurs entrailles. Que, tout comme le maïs originaire, nombreuses sont ses couleurs, ses tonalités et ses sonorités. » ●

Comité clandestin révolutionnaire indigène-Commandement général de l'EZLN, 5 oct 2020.

## Les temps virulents

La santé du monde et l'arrogance des nationalismes.

« **N**ous voyons et écoutons la nature blessée à mort qui, dans son agonie, avertit l'humanité que le pire est encore à venir. Chaque catastrophe « naturelle » annonce la suivante et oublie comme par hasard que c'est l'action d'un système humain qui en est la cause. La mort et la destruction ne sont plus désormais une chose lointaine, limitée par des frontières, respectant les douanes et les conventions internationales. La destruction, dans n'importe quel coin du monde, a des répercussions sur toute la planète. (...)

La pandémie de covid 19 a montré non seulement les vulnérabilités de l'être humain, mais aussi l'avidité et la stupidité des différents gouvernements nationaux et de leurs soi-disant oppositions. Les mesures du plus élémentaire de bon sens ont été méprisées, en pariant toujours que la pandémie serait de courte durée. Lorsque l'avancée de la maladie a pris des proportions toujours plus importantes, les chiffres ont com-

mencé à se substituer aux tragédies. La mort a ainsi été convertie en un chiffre noyé quotidiennement au milieu des scandales et des déclarations. Un comparatif morbide entre des nationalismes ridicules. La moyenne des buts et des reprises de dribbles, pour déterminer quelle est la pire ou la meilleure équipe, la meilleure nation.

Comme le précise l'un des textes précédents, au sein du zapatisme nous avons opté pour la prévention et l'application de mesures sanitaires qui avaient alors été prises suite à la consultation de scientifiques qui nous ont guidés et nous ont offert leur aide, sans aucune hésitation. Nous, les peuples zapatistes, leur en sommes reconnaissants et nous avons voulu le démontrer ainsi. Après six mois d'application de ces mesures (masques ou équivalents pour se couvrir la bouche, distance entre les personnes, cessation des contacts personnels directs avec les zones urbaines, quarantaine de quinze jours pour les personnes ayant pu avoir été

en contact avec des personnes infectées, lavage fréquent à l'eau et au savon), (...) et comme nous ne sommes pas en mesure de réaliser des tests, nous assumons qu'un total de douze compaÑer@s sont morts à cause du coronavirus. (...) Nous pensons que nous aurions dû prendre encore davantage de précautions. [mais] le fait d'affronter la menace en tant que communauté et non comme un problème individuel, de diriger notre effort principal vers la prévention nous permettent de dire, en tant que peuples zapatistes: nous sommes là; nous résistons, nous vivons, nous luttons. (... La vie, la lutte pour la vie, ce n'est pas un problème individuel, mais collectif. Et maintenant on se rend compte que ce n'est pas non plus un problème de nationalités, c'est un problème mondial. » ●

Comité clandestin révolutionnaire indigène Commandement général de l'EZLN, 5 oct 2020

## France/Italie

### Les damné-es de plomb

Extraditions : Macron bafoue un pacte de quarante ans

**C**e 28 avril, une vaste opération policière a conduit à l'arrestation, en France, de neuf italien-nes et à la recherche d'un autre, pour des faits survenus en Italie il y a quarante ans.

Les personnes arrêtées ont fait l'objet de demandes répétées d'extradition par l'Italie depuis les années 80. Sous les présidences de

#### ■ France enterre l'asile

Macron rompt radicalement avec l'asile accordé dans les années 80. Dès 2019, le gouvernement français avait appuyé l'extradition du militant et auteur de polars Cesare Battisti, capturé en janvier 2019 en Bolivie et extradé en Italie, après près de 40 ans de cavale en France puis

militant-es que la France a pourtant accueilli depuis plus de 30 ans.

D'après les médias, ces militant-es étaient des « *terroristes des années de plomb* »...



François Mitterrand (1981-1995), la France s'est présentée comme une terre d'asile pour les militant-es qui abandonnaient la lutte armée. Seule une exception pour les « crimes de sang » avait été posée par le gouvernement de l'époque. Jusqu'à présent, aucun président français, Chirac (1995-2007), Sarkozy (2007-2012), Hollande (2012-2017), n'avait cédé aux demandes d'extradition de l'Italie.

au Brésil. Le ministre de l'Intérieur italien, Matteo Salvini, avait affirmé à l'époque que la France abritait depuis des décennies des « *assassins ayant tué des innocents* » et réclamé le retour en Italie d'« *une quinzaine* » de « *terroristes italiens (...) qui ont été condamnés mais ont la belle vie en France* ».

Mais ce coup-ci, le gouvernement Macron et son garde des sceaux Dupont Moretti ont décidé de livrer ces

**Marina Petrella.** Cette ancienne des Brigades rouges a été condamnée par contumace, pour le meurtre en décembre 1980 d'un général des carabinieri, pour l'enlèvement d'un magistrat en 1982, pour une tentative d'homicide la même année contre un vice-préfet de police de Rome, pour l'enlèvement d'un responsable de la Démocratie chrétienne près de Naples et pour le meurtre de ses deux gardes du corps.

**Roberta Cappelli.** Ancienne brigadiste, condamnée par contumace à perpétuité, notamment pour « *association à finalité terroriste* » et pour sa participation à un « *homicide aggravé* ». Considérée comme responsable du meurtre du général Galavigi en 1980, de celui d'un policier, Michele Granato, en novembre 1979, et d'avoir blessé plusieurs autres personnes.

**Sergio Tornaghi.** Ex-membre des Brigades rouges accusé notamment du meurtre d'un industriel à Milan, Renato Briano, en novembre 1980, et de celui d'un directeur d'hôpital. Condamné par contumace à perpétuité pour, entre autres, « *participation à une bande armée* », « *propagande terroriste* », « *attentat à finalité terroriste* ».

**Enzo Calvitti.** Ex des Brigades rouges, condamné par contumace à 18 ans de réclusion pour « *association à finalité terroriste* » et « *participation à une bande armée* ».

Petit retour sur cette période des années 1968-1982, très souvent caricaturée et encore pour une grande partie enfouie dans les caniveaux de l'histoire.

L'expression orientée « *années de plomb* » évoque cette époque contemporaine des « *Trente Glorieuses* » (1945-1975), autre expression orientée, à la gloire du capitalisme et du consumérisme... Cette

**Giovanni Alimonti.** Condamné par contumace, entre autres, pour la tentative d'homicide en 1982 d'un vice-préfet de la police de Rome, tout comme Marina Petrella. Il est menacé d'une peine de onze ans et demi de prison, pour « *participation à une bande armée* » et « *association à finalité terroriste* ».

**Narciso Manenti.** Ex des Noyaux armés pour le contre-pouvoir territorial, condamné par contumace à perpétuité pour le meurtre d'un gendarme, Giuseppe Gurrieri, en mars 1979. Réfugié en France, il s'est marié en 1985 avec une Française.

**Giorgio Pietrostefani.** Cet ancien dirigeant de Lotta continua, un mouvement marxiste ouvrieriste, condamné par contumace à 14 ans de réclusion pour le meurtre, en 1972 à Milan, de Luigi Calabresi, un commissaire de police.

**Luigi Bergamin.** Ex-membre des Prolétaires armés pour le communisme, âgé de 72 ans.

**Raffaèle Ventura.** Ancien membre des Formations communistes combattantes, 71 ans.

Les deux derniers se sont présentés successivement, jeudi matin, à la cour d'appel de Paris, accompagnés de leurs avocats.

**Maurizio Di Marzio,** un autre brigadiste âgé de soixante ans, est toujours recherché.

formule « *années de plomb* » est empruntée à un film de 1981 du même nom de Margarethe Von Trotta, qui parle de l'Allemagne de l'Ouest et des tensions de la Guerre froide. Son usage d'origine est donc détourné pour qualifier l'époque où les tensions entre la gauche extra-parlementaire et les

gouvernements ont conduit à de violentes vagues de répression et d'attentats contre-révolutionnaires allant de l'assassinat à l'attaque à la bombe.

Il y a donc deux histoires de cette époque. Une version raconte que la gauche radicale s'est tournée vers la violence pour atteindre son but révolutionnaire et a accepté de tuer pour ses idées. Le monde entier aurait été touché par cette vague de révolutionnaires armés et radicalisés tirant sur tout ce qui bouge et ne laissant que du plomb et des cadavres derrière eux...

## ■ Les années d'ombres

La seconde version de cette période est plus complexe et reste enterrée, car elle révèle les liens entre fascisme, grand capital et partis parlementaires. En effet, ces années effectivement marquées par une agitation de la gauche dans le monde entier sont le fait surtout d'une réaction à de nombreuses violences et injustices conduites de 1945 à 1980 par les États contre les classes populaires. La colonisation en Asie, en Algérie, la reconstruction et les grèves réprimées de 1947 en France par exemple, sont des événements minorés de l'histoire qui ont composé le terreau de la violence des années 1960-1980.



Mais cette violence est souvent présentée comme unilatérale. Seule l'extrême gauche aurait tué dans ces années. Faisant du profil du « *révolutionnaire terroriste de gauche* » le cliché de l'ennemi public

de ces années-là. Mais si l'extrême gauche a en effet participé à des actions violentes et meurtrières, cela ne peut se comprendre que dans le contexte d'une lutte contre des violences non condamnées de la Seconde Guerre mondiale, de la répression violente contre les syndicats et les formations d'extrême gauche, la non condamnation des crimes coloniaux, la Guerre froide, la lutte contre les groupes fascistes...

Dans les années soixante, les mouvements révolutionnaires sont en croissance partout dans le monde. En Italie, la génération d'après Seconde Guerre mondiale n'échappe pas à cette période faste pour la gauche radicale. Plusieurs formations de la gauche extraparlamentaire décident de passer à l'action directe : enlèvements, braquages, plasticages de cibles capitalistes ou fascistes. Les manifs aussi, dans un contexte de peur révolutionnaire, sont violentes et de nombreux-ses manifestant-es subissaient les violences policières régulièrement mortelles. Fondées dans ce contexte en 1970, les Brigades rouges, organisation marxiste-léniniste de lutte armée, ont participé à de nombreuses actions violentes et ont été considérées comme coupables de l'enlèvement et de l'assassinat du chef du gouvernement italien Aldo Moro en 1978.

## ■ Une histoire à déterrer

Les gauches d'Italie, d'Europe, et du monde essaient aujourd'hui d'écrire l'histoire de cette période mais de nombreuses zones d'ombres demeurent. Le bilan de cette époque a plus ou moins été fait par les gauches du monde entier. Notamment l'abandon de la lutte armée révolutionnaire a été observé presque partout depuis les années 90.

Cependant, l'implication des forces fascistes ou néo-fascistes dans les violences des années 1960-1980 est toujours occultée aujourd'hui. Et sont niées les connivences des États avec ces barbouzes fascistes. Exemple, l'opération « *Stay behind* », toujours mal connue. Pourtant, comment comprendre la violence d'extrême gauche en Italie sans savoir que l'État italien, en lien avec des groupes néo-fascistes, a lui-même organisé des attentats qu'il a mis sur le dos des groupes révolutionnaires de gauche. Cette opération de l'Otan, baptisée « *Rester en retrait* » a concerné toute l'Europe de l'Ouest. Dirigée par les États-Unis, l'opération visait à l'origine à contrer une éventuelle invasion soviétique. L'Otan a alors caché des armes partout en Europe en les livrant à un réseau anticomuniste, composé en majorité de nationalistes et de fascistes. Pour l'Otan, si une révolution marxiste se présentait en Europe, l'ordre était de lancer une contre-révolution nationale avec ces armes pour garder le contrôle sur le pays.

## ■ Des années très brunes

En Italie, cette opération était menée par le réseau Gladio qui aurait été mis en place par la CIA et le MI6. Selon de nombreux historiens, quatre attentats sur cinq de cette période en Italie pourraient en réalité être attribués à l'extrême droite. Comme celui de la gare de la



piazza Fontana le 12 décembre 1969, perpétré par des néo-fascistes et faisant 16 morts et 80 blessés. Pour cet attentat, l'anarchiste Giuseppe Pinelli a, quelques jours après son arrestation, été défenestré par la police sous les ordres du commissaire Luigi Calabresi. Ou celui de Bologne le 2 août 1980 qui fit 80 morts et 200 blessés. Même l'assassinat d'Aldo Moro est sujet à controverse. En 2008, le documentaire d'Emmanuel Amara, *Les Derniers Jours d'Aldo Moro*, présente d'anciens membres hauts placés de l'administration des États-Unis témoignant de l'implication de la CIA et du réseau Gladio dans le meurtre du chef du gouvernement italien. Cela remet en perspective les déclarations pleines de pathos du garde des sceaux: « *362 personnes qui ont été tuées par ces terroristes, et 4 490 blessées* » et « *Je suis fier de participer à cette décision qui, je l'espère, permettra à l'Italie, après 40 ans, de tourner une page de son histoire, qui est maculée de sang et de larmes* ».

Le gouvernement Macron choisit de s'inscrire dans une longue histoire de la lutte contre-insurrectionnelle européenne et mondiale. En livrant ces anciens-militant-es de la gauche italienne, le gouverne-

**Vous trouverez sur le site Internet [www.cnt-f.org](http://www.cnt-f.org), toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par région.**

**Bureau confédéral**  
6, rue d'Arnal 30900 Nîmes  
06 52 17 93 54  
mél : [cnt@cnt-f.org](mailto:cnt@cnt-f.org)

### 1 Alsace

Union régionale CNT c/o  
Lucha y Fiesta  
BP 30017 67027  
STRASBOURG CEDEX 1  
09 52 91 12 14 alsace@  
cnt-f.org

### 2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue  
Sanche-de-Pomiers, 33000  
Bordeaux  
06 95 52 69 71  
ul33@cnt-f.org

Syndicats régionaux PTT  
Aquitaine, BP 80099, 33704  
Mérignac

Culture Aquitaine 36,  
rue Sanche-de-pomiers,  
33000 Bordeaux

### 3 Auvergne

Union locale CNT  
Salle Poly, place Poly,  
63100 Clermont-Ferrand

### 4 Bourgogne Franche Comté

Syndicat intercorporatif de  
Saône-et-Loire  
et de la Nièvre  
19 rue du pavé  
71290 Cuisery,  
CNT 21

6b rue Musette  
21000 Dijon  
[http://www.cnt-f.org/\\_cnt-interco-21\\_.html](http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html)  
06 01 22 17 94

### 5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT  
BP 30423, 35004 Rennes  
CEDEX  
06 34 98 30 72  
[bretagne@cnt-f.org](mailto:bretagne@cnt-f.org)

### 6 Centre

CNT Centre  
13 rue Pierre Fournier  
41600 Lamotte-Beuvron  
[cnt-centre@cnt-f.org](mailto:cnt-centre@cnt-f.org)

### 7 Champagne- Ardennes

Syndicats CNT Marne  
BP 90009,  
51201 Épernay CEDEX

### 8 Franche-Comté

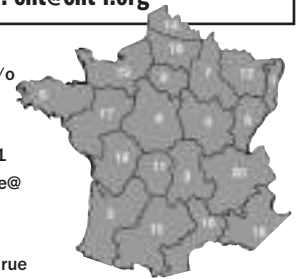
Syndicats  
CNT Doubs  
c/o CESL, BP 121, 25014  
Besançon CEDEX [cnt-doubs@cnt-f.org](mailto:cnt-doubs@cnt-f.org)

CNT Jura

Sur la Roche  
39370 Les Bouchoux

### 9 Île-de-France

Union régionale CNT  
33, rue des Vignoles, 75020  
Paris 01 43 72 95 34  
[br.rp@cnt-f.org](mailto:br.rp@cnt-f.org)



### 10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT  
6 rue d'Arnal 30000  
Nîmes  
[ur.lr@cnt-f.org](mailto:ur.lr@cnt-f.org)

### 11 Limousin

Union locale Limou-sin  
6, rue de Gorre,  
87000 Limoges,  
[cnt87@cnt-f.org](mailto:cnt87@cnt-f.org)

### 12 Lorraine

Union régionale CNT  
[ur.lorraine@cnt-f.org](mailto:ur.lorraine@cnt-f.org)  
UD CNT Moselle  
5, place des Charrons,  
57000 Metz

[ud57@cnt-f.org](mailto:ud57@cnt-f.org)

### 13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT  
18, av. de la Gloire,  
31 500 Toulouse  
Tél 09 52 58 35 90

### 14 Nord-pas-de-Calais

Union régionale CNT 32,  
rue d'Arras, 59000 Lille  
03 20 56 96 10  
[ur59-62@cnt-f.org](mailto:ur59-62@cnt-f.org)

### 15 Manche

Syndicat CNT Manche  
[cntmanche@cnt-f.org](mailto:cntmanche@cnt-f.org)  
[facebook.com/cnmanche](https://facebook.com/cnmanche)

### 16 PACA

CNT-STICS 13 c/o 1000  
bâbords 61, rue Consolat  
13001 Marseille

### 17 Pays la Loire

voir Bretagne

### 18 Picardie

Voir avec Nord-pas-de-Calais

### 19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT  
20, rue Blaise-Pascal,  
86000 Poitiers  
05 49 88 34 08

### 20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT  
44, rue Burdeau  
69001 Lyon



ment français attribue ces victimes à l'extrême gauche et nie la nécessité de réellement faire la lumière historique sur cette période. Peut-être que les « *raisons impérieuses de la lutte contre-insurrectionnelle* » exigent toujours en 2021 des épouvantails d'extrême gauche et de mettre en prison des sexagénaires qui, il y a quarante ans, n'avaient juste pas voulu se laisser écraser.

Parmi les arrêtés figure Marina Petrella, 66 ans, ex-membre des Brigades rouges condamnée par contumace à la prison à vie et à qui la France a accordé l'asile politique. Même Sarkozy s'était opposé en 2008 à son extradition, autorisée par la justice, en raison de l'état de santé de Mme Petrella.

Les autres personnes interpellées sont Giorgio Pietrostefani, Narciso Manenti, Roberta Capelli, Enzo Calvitti, Giovanni Alimonti et Sergio Tornaghi, Maurizio Di Marzio, Luigi Bergamin, et Raffaele Ventura.

Les personnes interpellées ont toutes refait leur vie en France,



*Les années de plomb, le film de M von Trotta dont le titre a été extradé à la situation italienne.*

comme de nombreux militants de cette époque qui s'y sont réfugié. Ils ne reconnaissent pas leurs condamnations, ni les faits qui leur sont reprochés et rappellent que la France a jugé pendant 40 ans que ces procès en Italie n'étaient pas équitables pour eux.

Qu'est-ce qui a changé en 2021 ?

L'opinion du garde des sceaux Dupont Moretti.

D'origine italienne, très impliqué dans le dossier, il a d'ailleurs parcouru les médias pour répéter à longueur de temps « *qu'il n'avait pas d'état d'âme pour des terroristes* ». Il juge donc valables ces verdicts rendus il y a 40 ans, et traite ces personnes comme des terroristes condamnés pour des « *crimes de sang* ». De même, on peut supposer que ce changement total de politique à l'égard des ancien-nes militant-es italien-nes réfugié-es en France a fait l'objet d'un échange douteux avec le gouvernement italien.

Ne nous y trompons pas, pour le gouvernement Macron et les libéraux réactionnaires, toutes celles et ceux qui s'opposent ou se sont opposés un jour au capitalisme ou au fascisme sont aujourd'hui comme hier des ennemis de classe à abattre, ou à enfermer. ●

GT Europe

Pour aller plus loin : Frédéric Laurent, L'Orchestre noir, Enquête sur les réseaux néo-fasciste, 1978, édition, nouveau monde, poche.





## May day, mayday, d'Amérique en Éthiopie

Malgré la répression, un May day festif, solidaire et combatif en la soi-disant Amérique du Nord

**C**e 1<sup>er</sup> mai, des groupes anarchistes et autonomes, anticapitalistes et anticoloniaux ont organisé des événements, des actions et des célébrations. En rompant avec les pratiques des années précédentes, de nombreux groupes ont choisi d'organiser leurs propres événements avec des coalitions séparées, plutôt que de s'appuyer sur des événements plus importants organisés par des syndicats réformistes et des groupes de gauche et/ou marxiste-léniniste.

Bon nombre de ces événements étaient des barbecues ou des rassemblements dans des jardins publics, qui ont attiré de nombreux-ses participant-es. À Montréal, des grandes manifs ont été organisées par des anarchistes et des groupes comme nos camarades wobblies rouges et noir-es des Industrial Workers of the World (IWW). À Portland, Seattle et Oakland, des manifs nocturnes -style Nuit debout, ont été attaqués par la police.

Les participant-es ont également utilisé le 1<sup>er</sup> mai pour souligner les luttes en cours : contre l'ICE (la police de l'immigration), l'incarcération de masse, la crise du logement, en soutien aux luttes syndicales en cours...

À Brooklyn, des membres du Mouvement abolitionniste révolutionnaire (RAM) ont organisé une caravane pour soutenir les actions anticarcérales à venir. Beaucoup

ont signalé que ces actions et événements avaient contribué à créer un environnement social convivial permettant aux gens de se retrouver face à face - dans certains cas, la première fois depuis le début de la pandémie, tout en partageant des idées et en rencontrant de nouveaux et nouvelles ami-es.

### ■ Génocide au Tigré

À Seattle, la marche organisée contre le génocide en cours dans la région de Tigré en Éthiopie a été violemment réprimée par la police. Il y a eu des arrestations.

Voici un communiqué au sujet de ce génocide, publié par la Fédération anarchiste indigène :

« Depuis novembre, les forces militaires éthiopiennes fédérales et alliées ont mené une campagne génocidaire de répression politique dans la région du Tigré. Bombardements aveugles, exécutions massives, viol comme outil de guerre. Les approvisionnements alimentaires ont été dévastés, ajoutant la famine à l'arsenal de répression. Les victimes sont empêchées de fuir ces horreurs. Les communications et l'aide extérieure ont été coupées. En dehors de la région, les Tigréen-nes sont confronté-es à une escalade de la discrimination et de la violence, en raison de leur appartenance ethnique. Iels ont perdu leur emploi et leurs passeports ont été annulés.

Les médias sociaux sont remplis

d'un cocktail de propagande "normalisée", le genre alimenté désormais par les régimes génocidaires modernes. Elle prend le relais de la propagande haineuse "mainstream" du gouvernement et se mélange parfaitement avec les nombreux posts pro-gouvernementaux ainsi qu'avec celles des réseaux de comptes fantoches.

En réponse aux appels des Tigréen-nes et d'autres groupes confrontés à une violente répression de la part de l'État éthiopien, un effort mondial décentralisé est en cours pour mettre fin à ce conflit génocidaire. Cela signifie construire une véritable solidarité, au-delà des frontières et des nations. Nous devons également démanteler la capacité de l'État éthiopien à mener cette guerre. L'un des moyens, c'est réduire la plus grande source de financement direct et de recettes en devises de l'État : le café. Starbucks est l'un des principaux acheteurs du monde entier. La société mène régulièrement des négociations directes avec l'État éthiopien, dont le contrôle direct des licences de marques et de l'accès aux marchés met des millions dans les coffres du gouvernement. Les solidaires du monde entier doivent prendre des mesures pour interrompre ce flux alors que le génocide se poursuit. »

Morale de l'histoire ? Buvons du café zapatiste ! ●

GT Amériques

Source : <https://itsgoingdown.org/may-day-2021>

## L'anar kabyle



**L'Étrange étranger,**  
Écrits d'un anarchiste kabyle,  
Mohamed Saïl, ed. Lux, 172 p, 10€ .

**L**e Maitron, Wikipedia et quelques historiens ne l'ont pas oublié. Formé à 17 ans dans un cercle anarchiste d'Alger, Mohamed Saïl déboule à

Paname en 1911, in-soumis et déserteur pendant la Grande Boucherie qui suit. Régulièrement entaillé, il passera 11 ans de sa vie dans des geôles et des camps d'internement.

Il fonde en 34 la section des indigènes algériens de la CGT-SR, s'engage en 36 en Espagne dans la centurie Sébastien-Faure de la Colonne Durruti, proteste contre l'interdiction de l'Étoile nord-africaine de Messali Hadj, tempête contre les staliniens, et surtout contre l'oppression coloniale féroce imposant son « régime de misère, de servitude et de trique ». Et spécialement le code de l'indigénat qui fait des colonisées des non citoyen-nes, les prive du droit de vote, de droit du travail, les contraignant juste à l'impôt et à la conscription (deux ans, six mois de plus que les métropolitains). En 1930, Saïl dénonce dans *Le Libertaire* la « mascarade du centenaire » de la



conquête de l'Algérie. Le recueil de ses écrits est saisissant

quand il cite des galonnés français racontant fièrement leurs campagnes de saccages, de tueries de civils, d'incendies de villages, d'oliveraies, de vergers de figuiers... Petite anthologie de la connerie militariste, volet colonial. Incisifs, entre le pamphlet et le tract, ces textes courts donnent envie d'en savoir plus sur la vie de ce militant qui choisit de s'exiler au sein de la puissance coloniale. ●

Nico, interco Nantes.

- Pour compléter, on peut lire en ligne « L'anarchisme en situation coloniale, le cas de l'Algérie », 1887 -1962 : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01142971/document>  
- À paraître fin juin : « Dissidences algériennes. Une anthologie, de l'indépendance au hirak. Textes réunis et présentés par Nedjib Sidi Moussa, édition de l'Assymétrie, 300 p., 13 €. Partant du hirak, ce surgissement populaire de 2019, les 94 textes compilés remontent l'histoire des luttes sociales et politiques depuis la fin de l'ère coloniale. Grèves ouvrières, manif lycéennes, émeutes, révoltes et débats, autonomie de la classe ouvrière, reconnaissance de la culture berbère, séparation de l'État de la religion, égalité hommes femmes, bilan du combat anticolonialiste...

## Te recuerdo Victor

Comme il était communiste, forcément le dessin est un peu gauche, mais pas trop. Depuis ses débuts comme metteur en scène de théâtre puis chanteur, on le suit entre son temps de maturation et la fin tragique, l'assaut du palais d'Allende et la furia fasciste et militaire. Il collecte des chansons populaires dans les villages reculés, chante dans une usine nationalisée quand l'unité populaire Allende n'a pas encore été fracassée. Une chanson a déjà fait son succès en 1969, *Preguntas por Puerto Montt*, qui liste les questions admonestant le ministre de l'Intérieur, démocrate chrétien qui a donné le feu vert au massacre par la police de onze paysans pauvres sur un terrain squatté. Engagé dans la cam-

pagne électorale de l'*Unidad Popular* menée par Allende, il enregistre l'hymne *Venceremos*. On connaît sa fin, traqué par les fascistes, arrêté, torturé, les doigts écrabouillés, puis exécuté de 44 balles lors de la curée du coup d'État. La BD traverse ces trois courtes années Allende, donne chair aux engagements du chanteur, aux liens avec sa compagne, sans jamais s'éloigner du mythe du chanteur martyr. Restent, hors album, une centaine de chansons, parmi lesquelles la magnifique *Te recuerdo Amanda* et bien d'autres. Et des hommages rendus par The Clash, Calexico, Ska-P, Julos Beaucarne, Lavilliers, Zebda, U2, et forcément, Jean Ferrat. ●

Nico, interco Nantes.



**Victor Jara, la voix du peuple,**  
Maxence Emery,  
Joséphine Onteniente,  
Ed. les ronds dans l'O, 172 p., 23 €.

## Comme un commun sanitaire



### Pandémopolitique, Réinventer la santé en commun.

Jean-Paul Gaudillière, Caroline Izambert, Pierre-André Juven.  
La Découverte, 302p., 15€.

**P**andémie, hostos encombrés, donc tri des patient-es. Le commun des mortels tombe des nues : la crise révèle que les hostos ont donc du trier, écarter des malades, écourter des séjours d'hospitalisation, reporter des opérations. Mais ce tri, expliquent les auteur-ices, historien-nes, a toujours existé. Question de budget et d'à priori de classe. Dans les années 1960, l'État de l'Oregon décide de ne pas soigner certains pauvres « *pour sauver des enfants* ». Les indicateurs technocratiques, taux d'occupation des lits, durée de chaque séjour, coût de l'hospitalisation vis-à-vis de la couverture Sécu sont déjà intégrés par l'administration des établissements de santé. Ce triage sur des critères de solvabilité des patient-es, les États-Unis en montrent un exemple criant, pas de carte bancaire provisionnée, pas de prise en charge. Euphémisé en « *orientation* », le tri, en soi, n'est pas illégitime, mais plutôt les critères retenus et la capacité des patient-es à le savoir, à investir la question.

Reste le plus intéressant,

l'alternative au système de soin absorbé par la logique du profit. C'est le sous titre au bouquin, 57 pages, un cinquième du livre. C'est quoi la santé vue comme un commun ? La prévention, la santé publique autogérées ? Des structures militantes l'ont pratiqué, s'appuyant sur les liens sociaux préexistants dans un quartier (au Québec, en Argentine), dans une communauté (à Haïti, en Guinée face à Ebola). Les *free clinics* des hippies californiens des années 70 ont aujourd'hui leur pendant dans des centres de santé



Centre santé communautaire au Paraguay.

autogérés en Grèce. Les féministes du MLAC ont pratiqué à domicile, hors de l'institution, des IVG et des accouchements dans les années 1970. En pleine vague du SIDA, les militants d'ActUp ont inventé une attention aux autres, dans une communauté militante, où les tests n'ont pas besoin du personnel médical. Dans toutes ces expériences, les savoir-faire laissent une place importante aux non-soignants et placent la santé dans un cadre plus large, intégrant le logement, l'alimentation, la solidarité... Ce

que font des groupes militant sur la réduction des risques, ou les Blacks Panthers prenant en charge le dépistage de la drépanocytose, socialement marquée, tout en développant une analyse politique de cette maladie. Servant aussi des ptits déj' gratuits pour lutter contre la faim, les Young Lords latinos ont aussi monté des cliniques de santé, dépistant la tuberculose, le saturnisme et occupant même en juillet 1970 un hosto de Harlem, dénonçant sa vétusté et son racisme institutionnel. Début des années

2000, en France, des centres de santé communautaire se créent, le Château en santé à Marseille, La Place santé à Saint-Denis, La Case de santé à Toulouse, le Village 2 santé à Échirolles\*. On aimerait en savoir plus sur toutes ces expériences évoquées trop vite, notamment le mode d'implication des usager-es : consultation, co-gestion, coopération, autogestion, face à des prises en compte de

maladies présentées comme des enjeux complexes, de plus en plus chassée gardée des experts et spécialistes. Revendiquer la santé en commun devrait-il se limiter aux soins primaires, à la prévention, au choix de l'option de soin, à l'opposé des logiques du tout-hosto, du recours massif au business du médicament au profit de Big Pharma ? ●

Nico, interco Nantes

\*Pour approfondir : « Un autre soin en possible », un docu sur des centres autogérés français : [www.youtube.com/watch?v=TPn\\_edifie0](http://www.youtube.com/watch?v=TPn_edifie0)

## J'veux pas être réanimé



**En toute conscience**  
Livio Bernardo, Olivier Peyon,  
Ed. Delcourt, 220 p., 25,50 €.

« **E**n toute conscience » est le nom fictif d'une asso qui milite pour l'euthanasie associée au consentement de celui ou celle qui veut en

finir. Les mots sont souvent chargés. Le nom sonne mal, trop connoté New Age et méditation. Le vrai nom de l'asso qui a servi de modèle, « Ultime liberté », semble plus juste. Les adhérent-es ont entre 60 et 80 piges. La question de la fin de vie désirée a-t-elle sa place dans une publication anarcho-syndicaliste ? Peut-être pas. Pas forcément. Reste qu'il est question de choisir et de ne pas subir, d'autonomie du choix, contre la morale, les juges, le pouvoir médical, le savoir des experts en éthique. « *Jusqu'au bout, ils nous feront chier, les cathos* », dit une de ces militantes. Le choix de sa vie, et donc des conditions de sa mort, une idée libertaire ? Aider tout le monde à abrégier sa vie, « *c'est politique* », note un des piliers de l'association. Dans cette BD au dessin assez fruste, au trait vif, encre sans souci d'esthétisation, les militant-es de l'association

sont aussi sensibles aux termes utilisés, « *suicide assisté* », « *interruption volontaire de vie* », moins lourds qu'euthanasie, un mot difficile à prononcer, surtout à la fin. Le scénario complique l'accueil des postulant-es à cette fin de vie délibérée, avec une personne de confiance qui accompagne le geste, quand débarque un candidat atypique, jeune homme terrassé par un chagrin d'amour et qui veut en finir. L'accueillir comme les autres ? Dilemme pour les anciens. Alors, quels mots trouver pour le dissuader, et d'ailleurs, est-ce leur rôle ? Elles et ils veulent bousculer le tabou, obliger à une réflexion collective, faire évoluer les lois. Oui, mais quand même, un homme de trente ans, c'est du gâchis... L'improvisation, la sensibilité trouveront des mots pour mettre l'humanité au centre du choix. ●

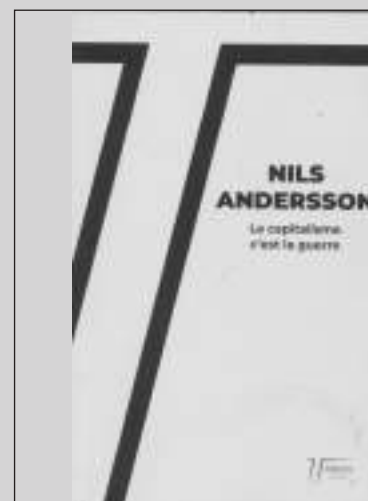
Nico, interco Nantes.

## Atlantismes guerriers

Contrairement à ce que suggère le titre, ce livre traite plus de l'évolution de la guerre, depuis 1990 et dans l'environnement capitaliste, que des enjeux géopolitiques dictant aux États les guerres, ou des intérêts du secteur militaro industriel à attiser, à alimenter toujours plus de conflits, donc de marchés. Guerre du Golfe 1 et 2, Bosnie, Kosovo, Somalie, Rwanda, Afghanistan... On y lira plus le rôle de l'Otan, plateforme d'échanges permanentes entre USA et Europe, le rôle des intox pour orienter l'acceptabilités de opinions publiques. Si « *pacifier* » a toujours voulu dire « *exterminer* », les dernières formules lénifiantes évoluent : « *droit d'ingérence humanitaire* », « *devoir de protéger* » (contre le génocide, les crimes de guerre ou contre

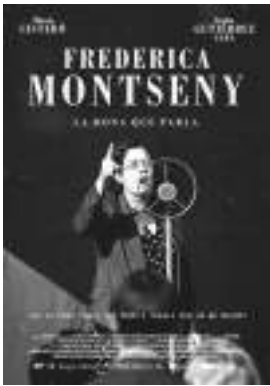
l'humanité), « *guerre juste* », « *prévention et gestion des risques* »... Il faut traduire le concept « *zéro mort* » par une absence de cadavre de soldat, les civils ne comptant pas quand ils sont dézingués par des non humains, drones et armes « *intelligentes* ». Il faut déshumaniser la pratique de la mort : la robotisation des champs de bataille, c'est tout de suite, le soldat augmenté aussi, boostant sa puissance tout en réduisant son stress et en altérant sa conscience pour évacuer la peur. Au-delà du tryptique terre-air-mer, les états-majors investissent le cyberspace, et l'outre-atmosphère, où les satellites sont des cibles pour anéantir les communications militaires de l'ennemi. Rien que de la gaieté.

Nico, interco Nantes.



**Le capitalisme c'est la guerre**  
Nils Andersson,  
éd. Terrasses, 150 p, 11,5€.

# Federica Iberica



## Federica Montseny "La femme qui parle"

Téléfilm de fiction de Laura Maña  
Catalan-castillan (sous-titré  
en français) - 85 mn

**L**a première femme ministre d'un gouvernement en Europe était anarchiste. Federica Montseny n'est restée que six mois au gouvernement, du 4 novembre 1936 au 15 mai 1937. Elle avait accepté d'y siéger à contre cœur, pour tenter de contribuer à sauver la république et donc la révolution en cours. Erreur, trahison, ont alors dit de nombreux-ses camarades cénétistes. Ce téléfilm diffusé le 8 mars dernier sur la chaîne TV3 donne un peu de nuance et d'incarnation au sens des contradictions. Ce qui offre plus de vérité que le jugement tranché, binaire approuvant ou réprouvant son choix. Ses convictions à l'épreuve du réel obligent notamment à cohabiter avec des ministres staliniens, et à avaler des coulevres. Comme ministre de la santé, elle instaure le droit à l'avortement qui ne sera jamais appliqué, abandonné face à l'opposition d'autres ministres du gouvernement, pourtant « de gauche ». Il faudra 50 ans pour que ça devienne une réalité en Espagne. Ce biopic s'attache surtout à deux étapes qui mettent à l'épreuve ses convictions, l'entrée au gouvernement et à son procès en France, laissant de côté son activité



La vraie Federica Montseny en 1938.

au sein de *Mujeres Libres*.

Exilée en France après la défaite, elle est arrêtée, jugée par un tribunal français, risquant l'extradition et la mort de retour dans l'Espagne franquiste. Elle reste en liberté surveillée. En 1944, elle reprend à Toulouse ses activités à la direction de la CNT en exil. Elle décède le 14 janvier 1994 à Toulouse où elle est enterrée. ●

La vidéo est visible sur le site kolektiva (avec une faute d'orthographe au prénom): <https://kolektiva.media/search?search=federica>  
Sur le site du Cras, les « documents sonores sur la guerre d'Espagne » proposent une interview audio (66mn, en français) de la vraie Federica Montseny en 16 questions, enregistrée à Toulouse en 1982 : <https://cras31.info/spip.php?article634> (et tant qu'à faire un docu sur les collectivisations en Aragon et en Catalogne : <http://retirada37.com/reves-collectifs/>)



Dans le film, incarnée par l'actrice Mèrcia Cisterò.

## Ay Carmela !

La propagande franquiste avait confisqué l'histoire de la séquence 1936-1939 à son unique profit. Les lendemains du franquisme ont scellé un accord entre la droite et la social-démocratie pour ne pas rouvrir les plaies et les divisions au sein de la société espagnole. Il ne restait que le cinéma de fiction pour transmettre ce que l'école ne

faisait pas plus que les politiques. L'ouvrage étudie le discours porté par 38 films de réalisateurs espagnols entre 1976 et 2004. ●

### La guerre civile dans le cinéma espagnol de la démocratie

Maria Soledad Rodríguez,  
Presses universitaires du Midi,  
484 p., 30 €.

## L'émotion de censure



### La Stratégie de l'émotion

Anne-Cécile Robert,  
éd. Lux, 176 p, 12€.

**J**ournaliste au *Monde diplo* et enseignante à Paris-7, l'auteure s'attache ici aux ressorts politiques du « *déferlement lacrymal* ». Noyer la réflexion et l'esprit critique dans un torrent de larmes et de « *sujets sensibles* » concourt à une nouvelle « *stratégie du choc* », pour reprendre la formule de Naomi Klein, qui altère nos jugements individuels et collectifs.

### ■ Un certain cynisme politique

En dépolitisant l'espace public, réduit au surgissement des seules émotions et à beaucoup d'« *empathie* », de preuves d'un « *supplément d'âme* » plus « *authentique* »

et ostensiblement érigées en vertus, responsables politiques et journalistes font taire toute contestation et tout débat argumenté : la raison est du côté d'une indifférence, forcément coupable.

Cet épanchement lacrymal et les « bonnes actions » qu'il encourage renvoient chacun à son individualité narcissique, à une forme de fatalisme compassionnel. Soit le contraire même du choix politique : on s'apitoie devant les images d'injustice, « partageant » cette vive émotion d'un clic sur les réseaux sociaux. Triste fait isolé, le malheur n'a plus de cause sur laquelle on pourrait donc agir. Autosatisfaction, culte de l'émotion au détriment de la raison, sont les ferments d'une longue dépolitisation sociale, d'une passivité accrue, et surtout d'un profond conservatisme.

### ■ La victime et le monstre

À cette analyse de l'« *extension du domaine de la larme* », s'ajoute celui de la justice, non sans un certain courage. Les dernières décennies ont permis de penser une justice qui ne serait pas une vengeance héritée du talion, l'abolition de la peine de mort a signalé un changement profond de paradigme. Mais le retour à la fascination pour le « *monstre* », et ses « *victimes* » transformées en figures héroïques, marque une vraie réaction. Les médias sont grandement respon-

sables de ce traitement très subjectif et racoleur de faits divers, ne cherchant pas à expliquer mais à créer du spectacle : horreur face au mal (surtout si les victimes sont des enfants), sainteté intouchable de la victime. Si l'auteure (journaliste) défend la prise en compte des victimes d'agressions et crimes sexuels, qu'il est en effet grand temps d'entendre, elle prend une position plus discutable en s'appuyant abondamment sur les propos d'Éric Dupont-Moretti (qui a préfacé l'essai, avant de devenir ministre de Macron), dont on peut dire sans sombrer dans la complaisance victimaire et la tyrannie des larmes que ce n'est pas franchement un détracteur engagé du patriarcat.

On peut suivre Robert dans sa dénonciation d'une justice régressive à certains égards, voire essentialisante (qui pourrait faire des femmes des victimes « *naturellement sincères* », et surtout faire de la victime un procureur par un mélange des rôles assez discutable). De même, elle montre que cette approche individualisante des crimes sexuels empêche de voir les mécanismes à l'œuvre, et que de façon générale le capitalisme gagne toujours à évacuer la question de la lutte des classes et des analyses systémiques, rationnelles, de la réalité.

Mais même nuancé et argumenté, son propos gagnerait sans doute à se trouver des appuis qui ne profitent pas eux-mêmes de ce système qu'ils

## ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de  30 € (soutien),  22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM ..... PRÉNOM ..... ADRESSE .....

PROFESSION ..... MAIL .....

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à *Combat syndicaliste C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas*

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci :

**durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement.** Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine.  
Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.

ABONNEMENT  
GRATUIT



sont censés pourfendre.

### ■ Les larmes de crocodile

L'essai est intéressant quand il ancre la prédominance de la raison dans l'histoire des idées en Occident. Les citations des philosophes des Lumières, eux-mêmes pleinement héritiers d'une histoire de l'humanisme, montrent à quelle histoire la journaliste se rattache : si les émotions ne sont jamais exclues (et les philosophes des Lumières ont su autant raisonner avec rigueur que s'épancher, Rousseau, Diderot, faisant verser des torrents de larmes à leurs personnages et lecteur-ices), la raison reste le seul « terrain d'entente » entre individus issus d'horizons complètement différents. C'est le seul espace d'une vue commune, d'une discussion permettant de dépasser l'individualisme pris dans ses élans intérieurs. En revenant sur le projet émancipateur des Lumières, l'auteure montre à quel point cette émotion présentée comme « libératrice » peut au contraire s'avérer aliénante, enfermant chacun-e dans son intimité et son acceptation de



« l'ordre du monde » dont on allégera un peu les souffrances en étant bien gentil. La grande lucidité d'Anne-Cécile Robert face au bain compassionnel médiatique est particulièrement revigorante, même si on peut être parfois agacé de la ligne très étatiste-républicaine. Cet essai a aussi le mérite de nous interroger sur notre propre positionnement, entre empa-

thie, reconnaissance des victimes, et refus d'une justice bourgeoise qui réduit le « criminel » à l'exclusion ou la vengeance. Sa lecture est l'occasion d'une réflexion salutaire sur la justice que nous voudrions « rendre » dans une société libertaire, ni celle de Dupont-Moretti, ni celle de la compassion impuissante. ●

Claire, STE 93

## Lacrymal, on est mal

«*La société doit offrir d'autres perspectives que celle de pleurer ensemble*» dit l'autrice Anne Cécile Robert.

Extrait d'un chapitre : «*L'un des symboles les plus visibles de l'invasion de l'espace public par l'émotion réside dans le phénomène grandissant des marches blanches. La plupart spontanées, elles rassemblent des foules parfois immenses à*

*l'échelle des villes ou des villages où elles se déroulent ; à l'occasion d'un accident ou d'un crime particulièrement odieux (...) On tient volontairement à distance la compréhension, le jugement, la revendication. Il s'agit plutôt de communier dans la douleur par l'extériorisation de la tristesse et l'organisation de sa visibilité publique (...) À l'exception peut-être de la marche contre l'antisémitisme à l'occasion du meurtre de Mireille*

*Knoll en mars 2018 à Paris, le phénomène est désormais volontairement neutre du point de vue politique, purement axé sur l'hommage rendu à la victime. Aucun slogan, aucune pétition n'accompagnent les marches blanches. Rien à voir non plus avec les rondes hebdomadaires des Mères de la place de Mai en Argentine qui exigent depuis 1977 la justice pour leurs enfants disparus durant la dictature.* »

### LA CNT C'EST QUOI ?

**UN SYNDICAT !** Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

**DE COMBAT !** Parce que les intérêts des travailleur-euses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

**AUTOGESTIONNAIRE !** Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-un.es. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !



# PALESTINE

**SOLIDARITÉ**

